



## L'AFRIQUE ET LA CHINE

### Introduction

L'économie chinoise a multiplié son produit intérieur brut par dix au cours des trois dernières décennies. Après avoir dépassé le Canada, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne, elle devrait rejoindre l'Allemagne à court terme. Son influence sur la recomposition des dynamiques internationales, au sein desquelles elle entend jouer un rôle central, est remarquable. Si le continent africain tient une place particulière dans cette ambition, il n'en constitue toutefois pas l'enjeu fondamental.

Troisième partenaire commercial, investisseur stratégique, partenaire au développement et pourvoyeur financier en devenir, la Chine bouleverse les rapports de force qui s'étaient instaurés depuis les indépendances sur le continent. A tel point que les « partenaires traditionnels », Europe et Etats-Unis en tête, s'interrogent sur leurs relations avec l'Afrique. L'objet du présent chapitre de l'Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest est de faire le point sur les enjeux de cette recomposition. Contrairement aux autres chapitres, il est principalement centré sur le continent ; même si le cas de l'Afrique de l'Ouest est étudié à chaque fois que cela est possible. La stratégie chinoise est d'abord africaine. Il est probable que dans quelques années, des particularismes ouest-africains et une présence beaucoup plus importante encore de la Chine dans cette région, justifieront un exercice plus spécifiquement ouest-africain.

L'atlas de l'intégration régionale est une initiative de la CEDEAO et du CSAO / OCDE, financée par les coopérations française, suisse et luxembourgeoise. Classés en quatre séries (population, espaces, économie, environnement), les chapitres de l'atlas sont produits graduellement en 2006/2007 et mis en ligne sur le site [www.atlas-ouestafrique.org](http://www.atlas-ouestafrique.org).

### I. Les frères pauvres

#### Enjeux géopolitiques

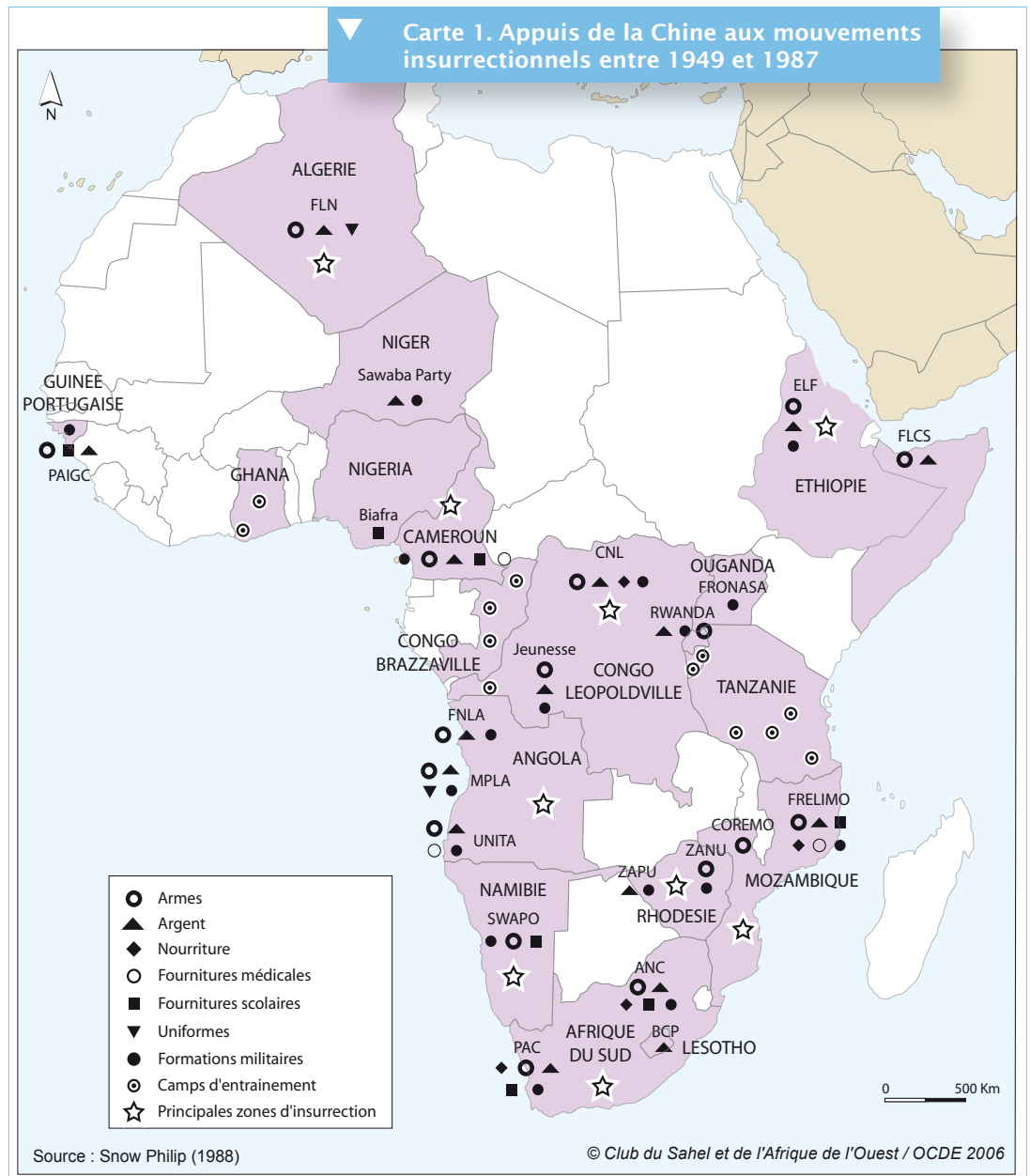
Au début des années 1950, la République populaire de Chine ambitionne de soutenir le processus de décolonisation qui s'annonce et aspire même à former un « front uni » avec les peuples africains, asiatiques et sud-américains pour lutter contre l'impérialisme. La conférence de Bandoeng<sup>1</sup> lui offre l'occasion de tisser des liens avec le continent africain, tout au moins avec les États indépendants<sup>2</sup>. Les premiers contacts officiels bilatéraux sont pris aussitôt après. D'abord avec l'Égypte en 1956, puis avec quatre autres pays nouvellement indépendants : Algérie, Maroc, Soudan et Guinée.

1. Organisée en avril 1955 sur l'île de Java (Indonésie), la conférence de Bandoeng consacre la naissance du mouvement des « non alignés ». L'Afrique subsaharienne, encore sous le joug colonial, y est peu présente (hormis la Côte de l'Or - ex-Ghana - le Liberia et l'Éthiopie).
2. Aicardi de Saint Paul, Marc (2004) *La Chine et l'Afrique entre engagement et intérêt*.

Si jusqu'alors la Chine et l'Union soviétique ont coopéré pour « mener l'Afrique à la révolution », leurs ambitions divergent désormais. L'URSS se lance dans la « coexistence pacifique », plaçant la paix et le désarmement au premier plan de sa stratégie extérieure. La politique de la Chine prend la voix du soutien militaire et financier de mouvements de libération nationale<sup>3</sup> (cf. carte 1). A la fin des années 60, sur 41 pays africains indépendants, 19 entretiennent des relations officielles avec Pékin, contre 5 dix ans auparavant. Néanmoins, les ambitions africaines de la Chine sont limitées par sa posture systématique à l'encontre des intérêts de l'URSS et des pays occidentaux ; elle s'éloigne de pays proches des Soviétiques ou des Américains : Tunisie, Kenya, République centrafricaine, Dahomey.

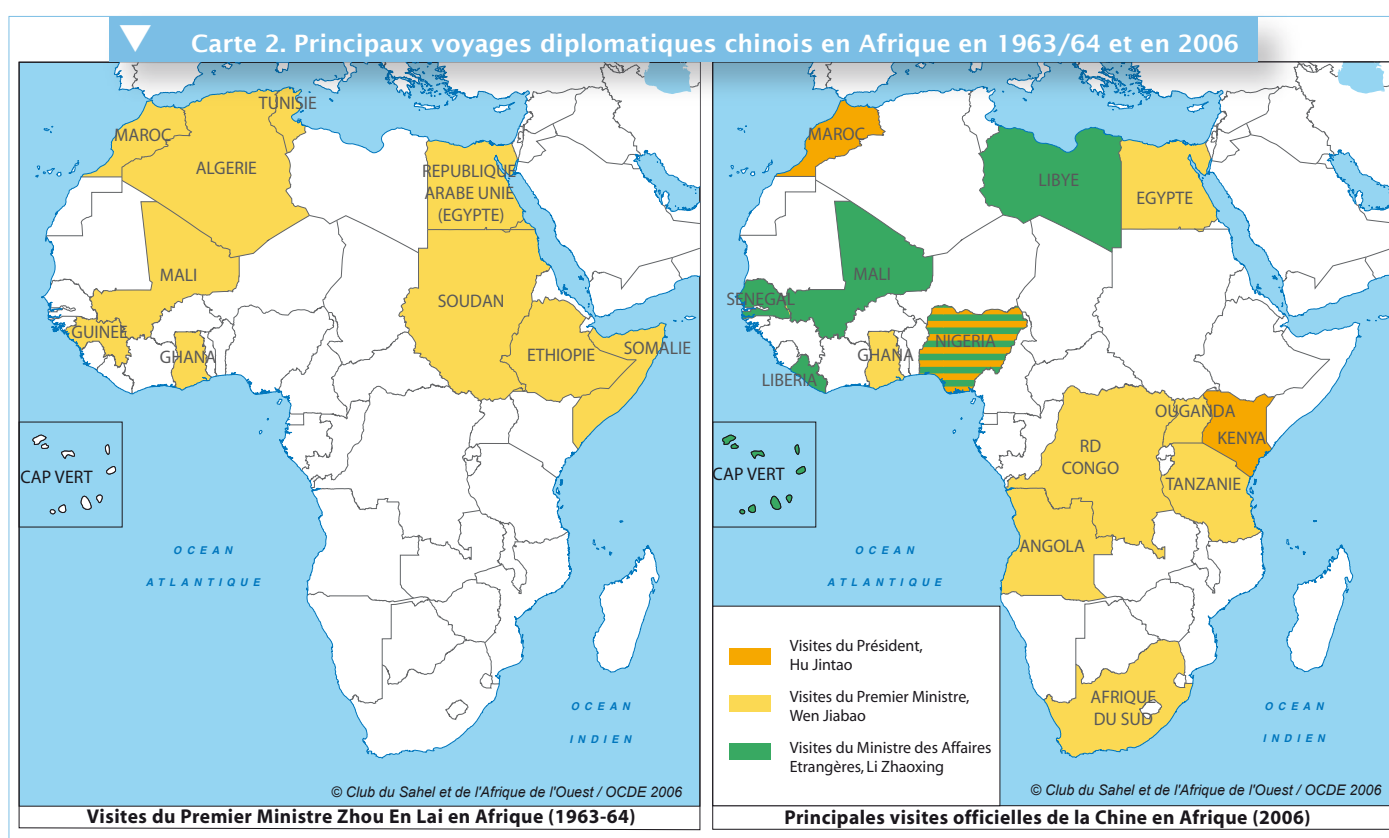
Le continent africain est également le théâtre où se joue en partie la rivalité entre la République populaire de Chine et Taiwan<sup>4</sup>. Si en 1971, Pékin accède à l'un des cinq sièges permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU au détriment de Taïpeh, c'est en particulier grâce à l'appui des pays africains. Sur les 76 votes obtenus à l'assemblée générale, 26 émanent de ces pays. Mao Zedong dira : « Si maintenant nous sommes entrés à l'ONU, c'est que les frères pauvres d'Asie et d'Afrique nous ont épaulés »<sup>5</sup>. Cette victoire conforte Pékin dans sa politique africaine et de nouveaux États bénéficient de l'aide chinoise au cours des années 1970 : Bénin, Maurice, Madagascar, Nigeria, Rwanda, Togo, Tunisie, Zaïre, Sénégal, Haute Volta et Cameroun. A l'orée des années 80, 44 États africains ont des relations diplomatiques avec Pékin. La décennie 80 marque le fléchissement de cet activisme du fait du réchauffement des relations Est / Ouest. Puis, de nombreux pays (Liberia, Lesotho, Guinée Bissau, Centrafrique, Niger, Burkina Faso, Gambie, Sénégal, São Tomé-et-Principe,

3. A l'ouverture du 8<sup>ème</sup> congrès du Parti Communiste Chinois (PCC) en 1956, Mao affirme : "We must give active support to the national independence and liberation movements in Asia, Africa, and Latin America, as well as to the peace movement and righteous struggle in all countries throughout the world" (W.A.C. Adie (1964): *Chinese Policy toward Africa*).
4. Cette rivalité date de la guerre civile en Chine (1946) poussant les nationalistes dans leurs retranchements sur l'île de Formose. Depuis lors, la réunification de Taiwan avec la Chine continentale est devenue une question centrale pour Pékin.
5. Zhang, Hongming (2000) *La politique africaine de la Chine*.



6. Lafargue, François (2005) *La Chine et l'Afrique : un mariage de raison*.

Tchad) rétablissent leurs relations avec Taïpeh au début des années 90. Toutefois, certains d'entre eux renoueront peu de temps après avec Pékin : le Lesotho en 1994, le Niger en 1996, la Centrafrique et la Guinée Bissau en 1998. Cette même année, Taïpeh perd aussi son principal soutien, l'Afrique du Sud dont le jeu était de convaincre la République populaire de Chine à l'idée d'une double reconnaissance<sup>6</sup>. Suite au retournement récent du Sénégal (2005) puis du Tchad (2006), seuls cinq États reconnaissent aujourd'hui l'île de Formose (Burkina Faso, Gambie, Malawi, Swaziland et São Tomé-et-Principe). L'isolement diplomatique de l'île est aujourd'hui indéniable. Le développement des relations politiques entre la Chine populaire et le continent africain est au contraire en forte croissance (cf. carte 2).



7. Parmi ces projets, la construction du chemin de fer Tam-Zam est celui qui symbolise le plus l'implication de la Chine en Afrique à cette époque. En pleine révolution culturelle, le Ministre chargé de l'aide et de la coopération chinoise signe en 1967 un engagement formel pour construire et financer la ligne reliant la Zambie aux côtes de l'Océan indien en Tanzanie. En 1970, la Zambie et la Tanzanie reçoivent un prêt sans intérêt de 400 millions de dollars et les ingénieurs chinois commencent à poser les premiers jalons du chemin de fer. Pendant cinq ans, près de 25 000 techniciens viendront aider à la construction de près de 300 ponts, 10 kilomètres de tunnels, 93 gares ferroviaires, etc.
8. Snow, Philip (1988) *The star raft: China's encounter with Africa*.

## Aide

Entre les années 1960 et le début des années 1980, la République populaire de Chine est déjà présente dans le monde de l'aide au développement (de l'ordre de 100 millions de dollars par an). Au cours de cette même période, 150 000 assistants techniques chinois sont envoyés en Afrique pour mettre en œuvre des projets dans le domaine de l'agriculture, le développement des infrastructures de transport (routes et chemin de fer<sup>7</sup>), la construction de bâtiments officiels (stades de football), le développement industriel (près de la moitié de l'industrialisation du Mali pendant les années 1960 a été facilitée par l'aide de la Chine). Cette aide est cependant modeste comparée à celles des autres partenaires bilatéraux : entre 1971 et 1981, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France ont déboursé respectivement 250, 800 et 1 300 millions de dollars chaque année<sup>8</sup>.

Le premier forum sino-africain (mécanisme consultatif lancé à Pékin en 2000) ouvre une nouvelle ère. En l'espace de six ans, plusieurs centaines d'accords de coopération en matière d'assistance économique (coopération technique, aide projet et aide budgétaire) avec des pays africains sont approuvés ; depuis 2000, de nombreux protocoles d'accord d'annulation totale ou partielle de la dette ont été signés pour un montant de 10 milliards de dollars<sup>9</sup>. Le cadre de coopération s'est davantage renforcé, comme le démontre le succès du troisième forum sino-africain en novembre 2006, où 48 pays du continent étaient au rendez-vous. Devançant les autres pays asiatiques émergents (Inde, Singapour, Thaïlande, etc.) et rivalisant avec les pays de l'OCDE, la Chine s'est engagée en 2005 à octroyer 10 milliards de dollars de prêts concessionnels à l'Afrique pour la période 2006-2008. Les engagements récents du G8 au profit de l'Afrique ont-ils à voir avec l'intérêt croissant de la Chine pour ce continent ? Cette situation préfigure sans doute un nouvel équilibre au sein duquel l'Afrique sera plus en mesure de négocier avec les forces extérieures de développement.

9. A titre de comparaison, l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) a approuvé à ce jour des allègements de dette en faveur de 29 pays dont 25 africains pour un montant total de 35 milliards de dollars. En outre, le G8 a proposé en juin 2005 que trois institutions multilatérales — FMI, Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale et Fonds africain de développement (FAFD) — annulent la totalité de leurs créances sur les pays qui ont atteint ou vont atteindre le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE, dans le but de les faire progresser vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

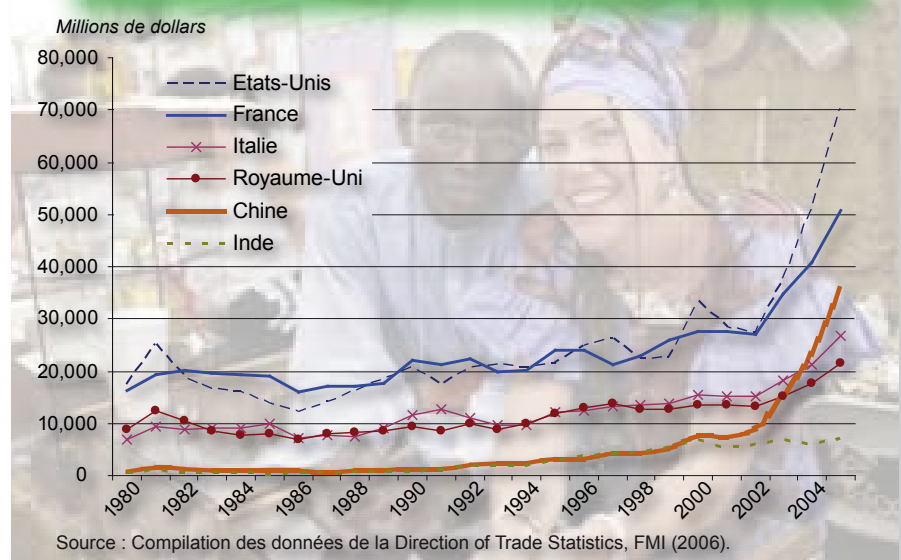
## II. Les partenaires

### Echanges commerciaux

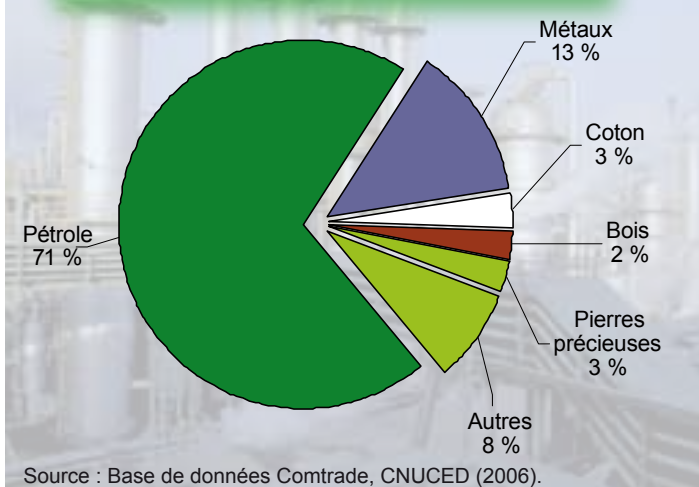
En 1978, les réformes économiques et sociales menées par Deng Xiaoping engagent la Chine sur le chemin de la mondialisation. Le pays tire aujourd'hui sa croissance (10 % par an en moyenne depuis plus de 20 ans) des exportations de marchandises à bas prix. La compétitivité de ses produits à l'exportation et ses besoins de matières premières modifient les paramètres de l'économie mondiale. Même si elle ne représente pas un enjeu essentiel pour l'économie chinoise, l'Afrique vit avec intensité les conséquences de ces bouleversements.

Les échanges avec l'Afrique ont considérablement augmenté : ils ont été multipliés par 50 entre 1980 et 2005 pour atteindre 40 milliards de dollars. Cependant, ils ne représentent guère que 2,5 % du commerce extérieur chinois. Du point de vue comptable, l'Afrique demeure un partenaire commercial marginal pour Pékin. Vue d'Afrique, la dynamique est sensiblement différente : quasiment absente il y a 25 ans, la Chine est devenue en 2004 le troisième partenaire commercial du continent africain, après les Etats-Unis et la France. En une décennie (1993 à 2004), elle a successivement supplanté le Portugal, le Japon, l'Inde, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Allemagne (cf. graphique 1).

**Graphique 1. Principaux partenaires commerciaux de l'Afrique**

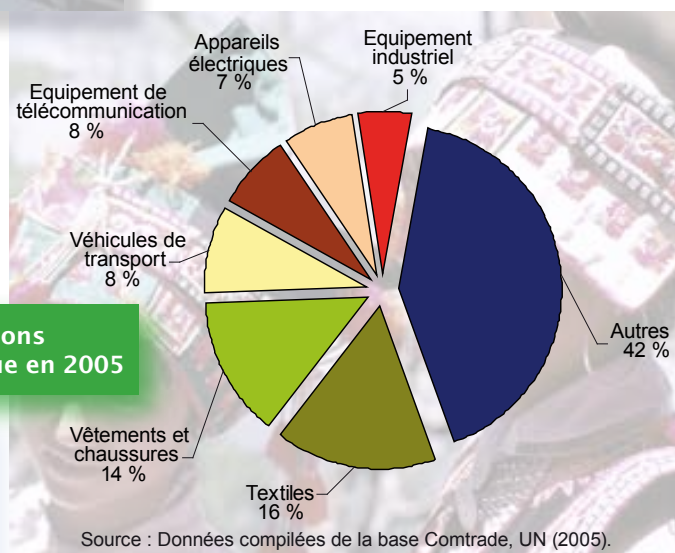




**Graphique 2. Principales importations chinoises en provenance d'Afrique en 2005**


Globalement, depuis 1993, l'Afrique importe plus de la Chine - principalement des produits de consommation courante - qu'elle n'exporte vers elle - principalement du pétrole et des matières premières (cf. graphiques 2 et 3). Cependant, la situation diffère selon les régions ; la Chine est importatrice nette vis-à-vis de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe qui disposent d'importantes ressources minières, pétrole notamment (cf. tableau 1).

Concernant l'Afrique de l'Ouest, la quasi-totalité des exportations vers la Chine sont constituées de pétrole et de coton. Ces deux produits n'ont cependant pas le même

**Graphique 3. Principales exportations chinoises à destination de l'Afrique en 2005**

**Tableau 1. Commerce extérieur chinois avec les sous-régions africaines\* (moyenne 1993-2004)**

Millions de dollars US	Importations	Exportations
Afrique du Nord	816	1 564
Afrique de l'Ouest	257	1 568
Afrique centrale	841	71
Afrique de l'Est	51	401
Afrique australe	2 239	1 311
Afrique	4 205	4 916

\* Les sous-régions considérées sont celles définies par l'Union Africaine. Source : Compilation des données de la Direction of Trade Statistics, FMI (2006)

statut : le coton<sup>10</sup> est une source d'approvisionnement stratégique pour l'industrie textile chinoise alors que le pétrole ouest-africain occupe une place marginale dans les sources d'approvisionnement de la Chine (cf. tableau 2).

En l'espace de quelques années, la Chine est ainsi devenue le premier partenaire commercial à l'export des grands pays producteurs de coton (Bénin, Burkina Faso, Mali, Tchad).

**Tableau 2. Le pétrole et le coton dans les importations chinoises d'Afrique (2004)**

Importations chinoises	Afrique		Afrique de l'Ouest	
	Milliards de dollars US	%	Milliards de dollars US	%
Pétrole	10,1	64,2 %	0,65	44,8 %
Coton	0,7	4,2 %	0,60	37,8 %
Autres	4,9	31,6 %	0,25	17,4 %
<b>Total</b>	<b>15,7</b>	<b>100 %</b>	<b>1,50</b>	<b>100 %</b>

Source : Base de données Comtrade, CNUCED (2006)

10. Voir le Chapitre de l'Atlas consacré au coton.

Dans l'autre sens, la place de la Chine dans l'origine des importations ouest-africaines ne cesse également de croître (cf. tableau 3). Très peuplée (300 millions d'habitants en 2006, soit un tiers de la population du continent), l'Afrique de l'Ouest est un marché de consommation attractif pour les produits chinois. A lui seul, le Nigeria représente 45 % de la population régionale et reçoit 42 % des exportations chinoises en Afrique de l'Ouest. Hormis le Nigeria, les principales destinations chinoises sont par ordre décroissant le Bénin (15 %), le Ghana (9 %), le Togo (8 %), la Côte d'Ivoire (7 %) puis la Gambie (3 %). La part de la Côte d'Ivoire et du Ghana dans les exportations chinoises en Afrique de l'Ouest semble être proportionnelle à leur population. En revanche, le poids respectif du Bénin, du Togo et de la Gambie est très important relativement à la taille de leur marché ; la pratique du commerce de transit en direction des pays voisins explique cette situation.

## Investissements

Le continent africain participe peu à la Division Internationale du Travail (DIT)<sup>11</sup>. Les investissements financiers, en majorité sous forme d'investissements directs étrangers (IDE), y demeurent faibles (3 % des IDE mondiaux en 2004) et soumis à d'importantes variations d'une année à l'autre (cf. carte 3). Si le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la France sont encore les premiers investisseurs en Afrique subsaharienne, de nouveaux pays de l'Asie de l'Est, de l'Amérique du Sud et même l'Afrique du Sud s'intéressent aux opportunités qu'offre ce territoire. Parmi ces pays, la Chine n'a seulement contribué qu'à 0,7 % des IDE en Afrique entre 1979 et 2002.

Près de 10 % des investissements directs étrangers chinois se sont orientés sur le continent africain entre 1979 et 2002 (cf. tableau 4). Au cours de cette période, six pays africains figurent parmi les 30 premiers partenaires de la Chine dont deux pays ouest-africains (Nigeria et Mali)<sup>12</sup>. Si jusqu'en 1995, l'Afrique australe a été largement privilégiée, la destination des investissements chinois en Afrique s'élargit désormais.

Récemment, la tendance s'est amplifiée et la Chine pourrait devenir un acteur important à l'avenir. En 2004, les IDE chinois se sont élevés à plus de 900 millions de dollars US sur les 15 milliards de dollars US

**Tableau 3. Position de la Chine dans le commerce extérieur des pays africains entre 2000 et 2005**

	Exportations		Importations	
	2000	2005	2000	2005
Bénin	33	1	4	4
Burkina Faso	50	1	18	12
Cameroun	5	12	8	4
Cap Vert	-	-	14	15
Côte d'Ivoire	58	21	-	4
Gambie	-	21	1	1
Ghana	19	8	9	2
Guinée	35	17	6	1
Guinée Bissau	14	-	5	8
Liberia	7	11	8	5
Mali	37	1	6	4
Mauritanie	19	24	6	4
Niger	-	-	5	9
Nigeria	19	16	8	1
Sénégal	11	15	10	7
Sierra Leone	-	10	7	5
Tchad	47	2	22	8
Togo	43		10	2

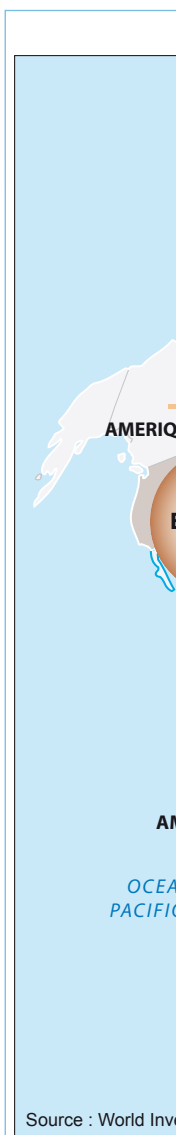
Source : Base de données Comtrade, CNUCED (2006)

- La Division Internationale du Travail est la répartition des activités de production entre les nations du monde.
- Une parenthèse s'impose car cette appréciation comporte certaines limites. Tout d'abord, les données fournies par le ministère chinois du commerce ne comprennent pas l'ensemble des investissements directs réalisés par la Chine. Pour avoir un ordre d'idée, les stocks d'IDE sortants de la Chine continentale s'élevaient à près de 40 milliards de dollars (données de la CNUCED), alors que ceux considérés par le ministère chinois (flux officiellement approuvés) ne représentent qu'un quart de ce montant. En incluant Hong-Kong, plaque financière pour la Chine continentale, ce stock atteint 450 milliards de dollars US. Enfin, une partie des investissements directs étrangers serait financée par des anciens résidents asiatiques dans les pays africains et par conséquent comptabilisée dans les transferts privés au niveau de la balance des paiements. Selon les études réalisées sur la Tanzanie ou l'Ouganda, 20 % à 30 % des investissements directs réalisés par la Chine dans ces pays sont comptabilisés dans les transferts privés. Cf Bhinda Nils, et al (1999) *Private capital flows to Africa: perception and reality.*

**Tableau 4. Destination des flux d'investissements directs approuvés par la Chine**

Rang	Région	Nombre de projets	Valeur cumulée (1979-2002) Millions de dollars
1	Asie	3 672	5 482
2	Amérique du Nord	847	1 270
3	Afrique	585	818
4	Amérique Latine	362	658
5	Europe	1 194	561
6	Océanie	300	550
<b>TOTAL</b>		<b>6 960</b>	<b>9 340</b>

Source : Ministry of Commerce of China, dans "China: an emerging FDI outward investor"



**Tableau 5. Investissements Directs Etrangers de la Chine dans quelques pays africains en 2002**

	Stocks d'IDE entrants (millions de dollars)	Stocks d'IDE chinois (millions de dollars)	Proportion (%)
Cameroun	1 505	16	1,1
Ghana	1 610	19	1,2
Mali	523	58	11
Nigeria	22 570	44	0,2
Afrique du Sud	29 611	125	0,4
Tanzanie	2 335	41	1,8
Zambie	2 241	134	6,0

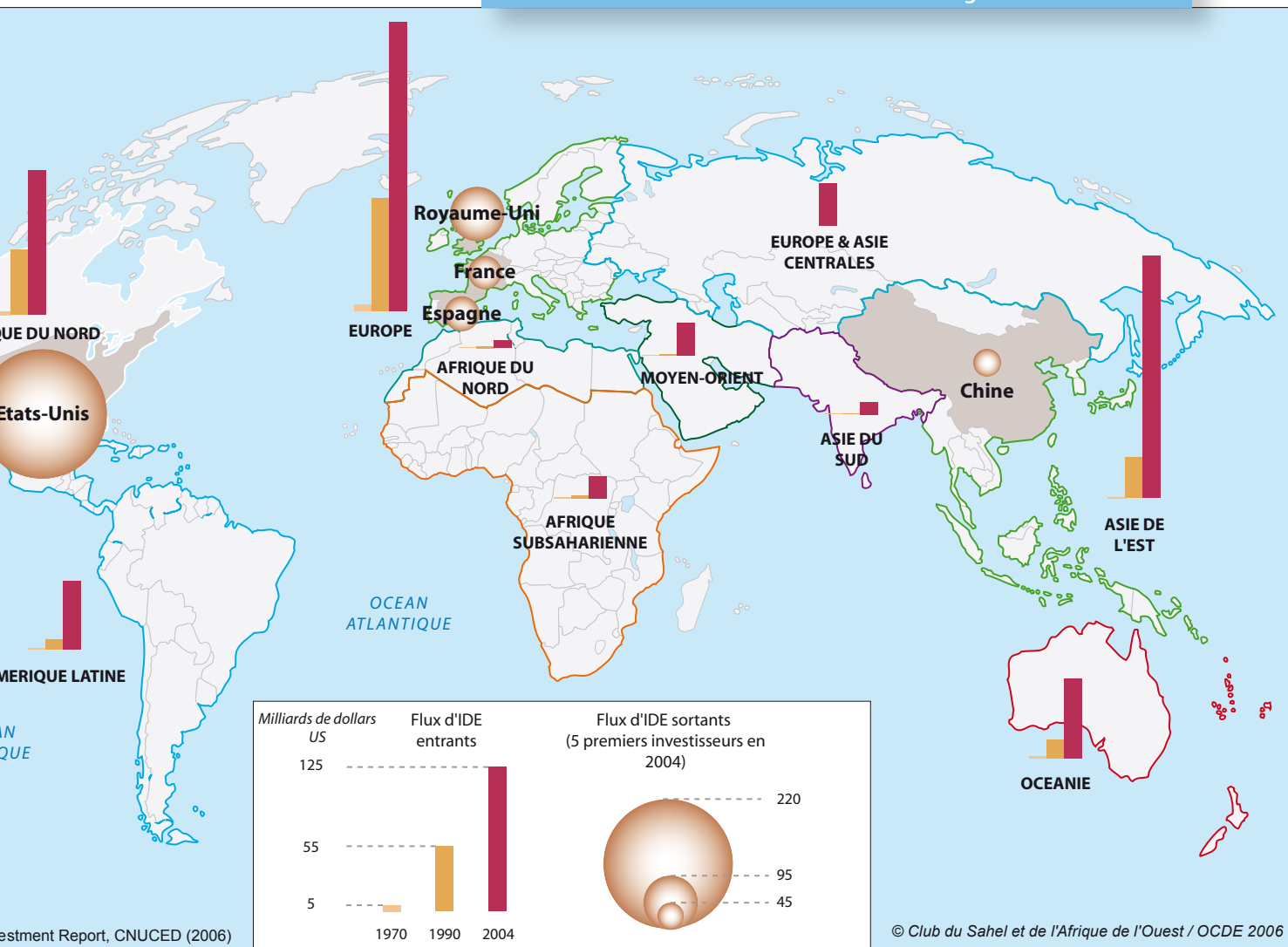
Source : Jenkins, R. (2006) *The economic impacts of China and India on sub-Saharan Africa : trends and prospects*

d'investissements étrangers reçus par ce continent. Ces investissements devraient continuer à affluer dans les années à venir pour deux raisons concomitantes. D'une part, la levée progressive des restrictions du gouvernement chinois, afin d'éviter que la hausse des réserves en devises ne fasse pression sur les taux d'intérêts, devrait

favoriser la croissance des investissements à l'extérieur du pays. D'autre part, la Chine a pris des engagements fermes pour faciliter le commerce et l'investissement avec le continent africain.

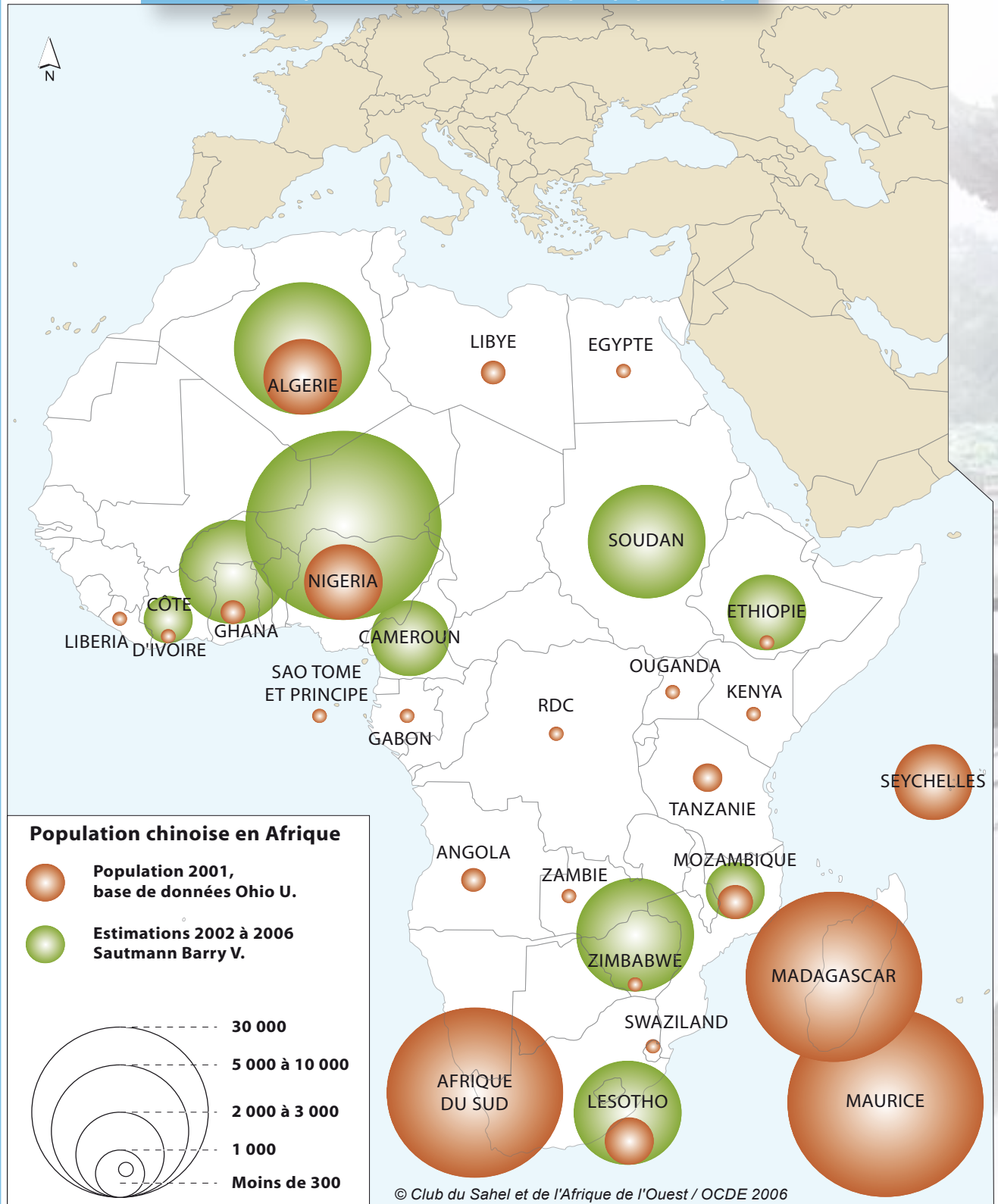
Selon les résultats d'un sondage mené en 2000 auprès de 100 multinationales chinoises, le continent africain figure comme le marché prioritaire pour un tiers d'entre elles<sup>13</sup>. Entre 650 et 750 sociétés chinoises sont désormais implantées sur le continent noir. Le secteur d'investissement

13. UNCTAD (2003) *China: an emerging FDI outward*, p. 9.

**Carte 3. Investissements Directs Etrangers dans le monde**

principal est celui du pétrole. Mais, beaucoup d'autres secteurs considérés comme porteurs ou rentables voient abonder les flux financiers de Pékin, Shanghai et ailleurs : mines, pêche et exploitation de bois exotiques, industries manufacturières, sans oublier les infrastructures (routes, rails, ports, aéroports, télécommunications, etc.). Sur des milliers de projets exécutés en Afrique, 500 sont exclusivement menés par la firme

Carte 4. Population chinoise dans quelques pays d'Afrique





14. Ma Mung, Emmanuel (2006) *Deux migrations : l'une ouvrière, l'autre commerçante*.
15. Ibid.
16. Igue, John (à paraître) *Impact de la Chine et de l'Inde sur les économies africaines : Cas du Bénin, du Burkina Faso et du Ghana*.
17. A titre de comparaison, les populations d'origine chinoise réparties à travers le monde représenteraient 35 millions de personnes.
18. Airault, Pascal (2006) *Ils ont choisi l'Afrique*.

des travaux publics *China Road and Bridge Corporation*. L'entreprise *ZTE Corporation* (groupe chinois spécialisé dans les télécommunications, fondé en 1985) se lance dans de nombreux pays africains.

## Migrations

Historiquement, les migrations chinoises en Afrique remontent au XIX<sup>ème</sup> siècle au temps de la traite des coolies (*Coolies trade*) où les migrants chinois travaillaient dans les mines d'Afrique du Sud ou les plantations sucrières de l'Océan indien. Ils remplaçaient parfois les esclaves qui avaient été libérés à la fin de la traite<sup>14</sup>. C'est d'ailleurs dans cet espace que l'on retrouve les plus fortes diasporas en Afrique (cf. carte 4). Au cours des quatre dernières décennies, la Chine a envoyé pour des missions temporaires entre 15 000 et 20 000 assistants techniques dans le secteur médical et 10 000 spécialistes agricoles, etc.

Depuis quelques années, on assiste au développement de deux phénomènes nouveaux. D'une part, la migration de main-d'œuvre suit le rythme de la pénétration des entreprises ; *l'entreprise débarque avec son chantier et sa main-d'œuvre*<sup>15</sup>. Une partie, sans doute marginale, de cette main-d'œuvre ne retourne pas au pays une fois les travaux achevés et plonge dans l'univers des immigrés clandestins. D'autre part, des migrations individuelles de petits entrepreneurs, très souvent des commerçants, restaurateurs, etc. se développent. Cette migration vient aussi bien de Chine que des pays européens, plus particulièrement de la France. Cette tendance est assez récente. Installés dans les villes africaines, les immigrés chinois montent de petits commerces et importent des produits de consommation courante tels que les appareils électroniques, les textiles et l'habillement ; ils concurrencent les commerçants locaux. Il est à craindre que des tensions sociales n'éclatent entre les distributeurs africains et asiatiques<sup>16</sup>. Combien de Chinois vivent-ils aujourd'hui en Afrique ? Aucun chiffre fiable n'est disponible : les autorités chinoises recensent officiellement 78 000 travailleurs sur le continent. D'autres sources estiment que la diaspora chinoise en Afrique - en y incluant les descendants - pourrait atteindre quelque 500 000 individus<sup>17</sup>, dont 150 000 titulaires d'un passeport chinois. La plupart sont originaires de République populaire de Chine, mais on compte aussi des Taïwanais et des Hongkongais qui sont arrivés avant la réintégration de l'ex-enclave britannique<sup>18</sup>.

## III. Les enjeux d'aujourd'hui

### Pétrole

L'embellie économique et le poids démographique de la Chine exigent une consommation d'énergie plus vigoureuse que par le passé. La structure de cette demande repose historiquement sur la consommation de charbon, pour lequel la Chine est le premier producteur mondial. D'ici la prochaine génération, la consommation de charbon dominera

encore le paysage énergétique chinois ; cela n'empêche pas le pays de développer d'autres options que ce soit à travers le développement de l'hydroélectricité (la construction du barrage des Trois Gorges<sup>19</sup> en est une illustration), de l'énergie nucléaire, du gaz et ... du pétrole. Ce dernier, utilisé dans le transport et l'industrie, est la deuxième source d'énergie du pays. Sa demande augmente depuis les années 1970 à tel point que la Chine est devenue importatrice nette depuis 1993.

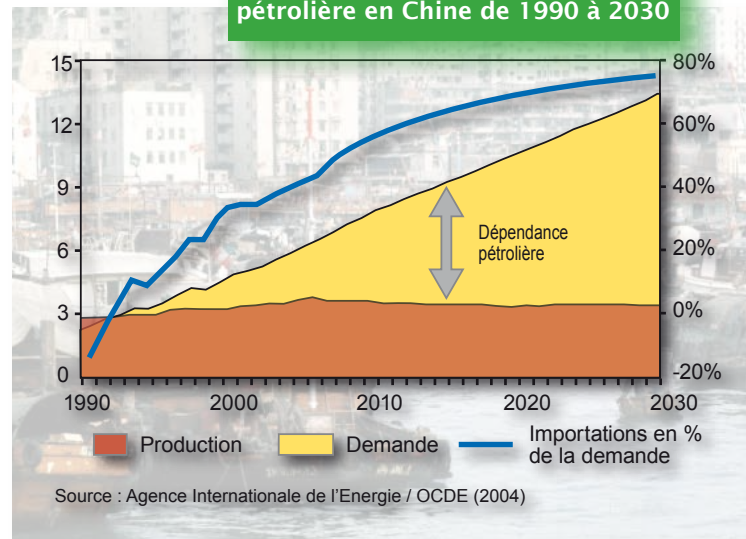
En 2005, la Chine est le deuxième consommateur mondial de pétrole avec plus de 6 millions de barils/jour, derrière les Etats-Unis (20 millions de barils/jour) et devant le Japon (5 millions de barils/jour). D'ici 2030, les experts prévoient que la demande chinoise passe à plus de 13 millions de barils/jour, dont 80 % serait importée. Ces volumes considérables poussent la Chine à multiplier les offensives diplomatiques et économiques sur le terrain pétrolier face aux autres pays consommateurs. Le Moyen-Orient est le fournisseur principal de l'économie chinoise. Compte tenu des tensions géopolitiques de la région, surtout depuis le 11 septembre 2001 et l'offensive américaine en Irak, les dirigeants à Pékin tentent de diversifier (cf. carte 5) et de sécuriser leurs importations de pétrole, ce qui n'est pas sans conséquence sur la situation géopolitique régionale (Asie centrale, Asie du Sud et Russie) ou internationale (Amérique du Sud et en Afrique).

Les compagnies pétrolières multiplient les contrats de production mais aussi les prospections, dans un contexte où les cours actuels du pétrole permettent d'aller dans l'offshore profond ou d'envisager de faire jaillir des puits qui n'étaient jusque-là pas rentables. L'Afrique se présente comme un eldorado pétrolier. Avec le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud, elle figure parmi les régions où les nouveaux gisements sont les plus nombreux. De plus, l'or noir extrait du sous-sol africain est de bonne qualité. Même si des États comme le Cameroun n'ont plus réellement de perspectives de croissance, la production de l'Afrique subsaharienne, notamment celles des poids lourds tels que l'Angola et le Nigeria, augmentera dans les prochaines années. En outre, un certain nombre de pays sont rentrés récemment dans la classe des pétroliers : Tchad en 2003, Mauritanie en 2006. D'autres y entreront probablement à l'avenir, comme le Mali en 2008, ou Sao Tomé d'ici 2010.

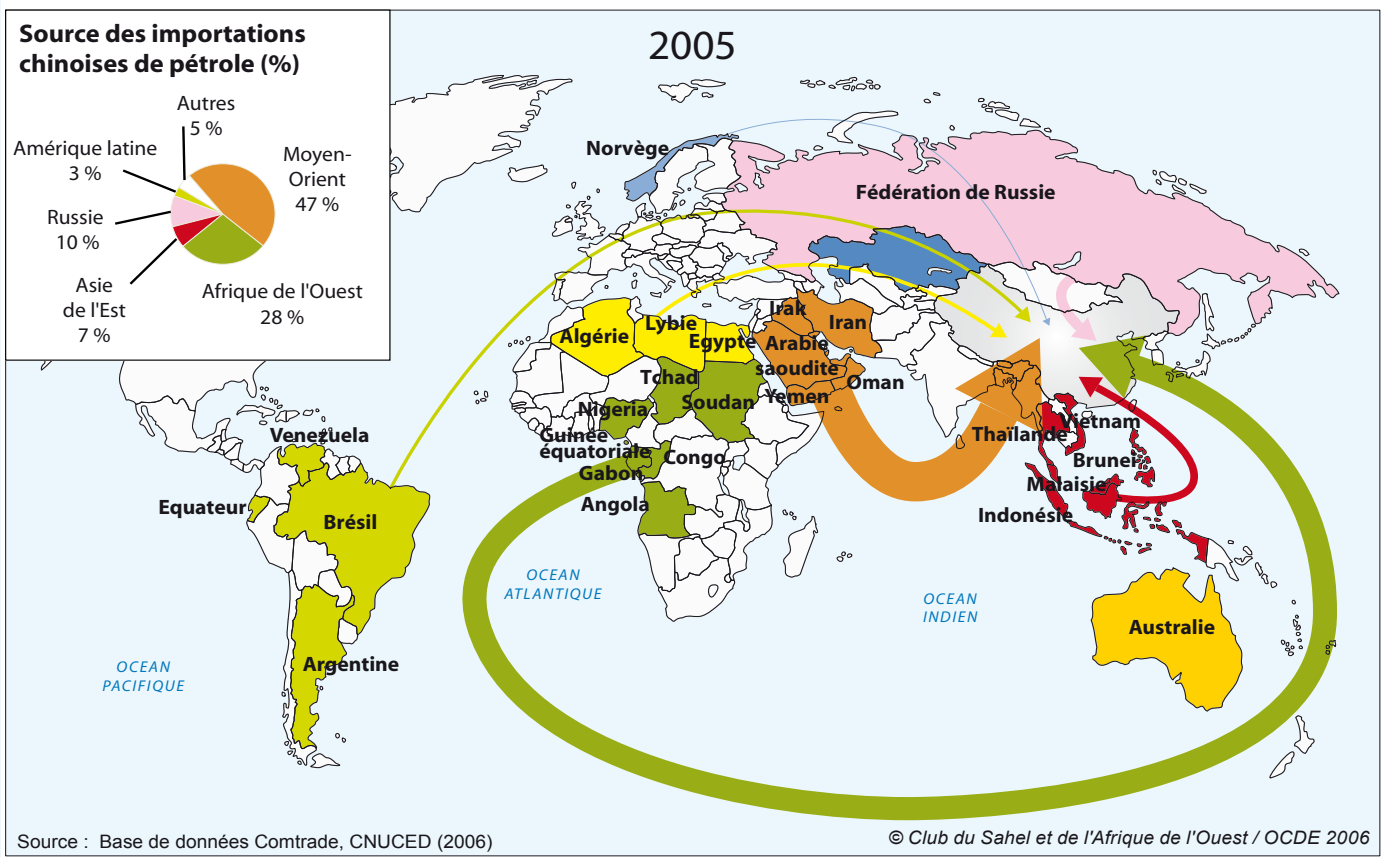
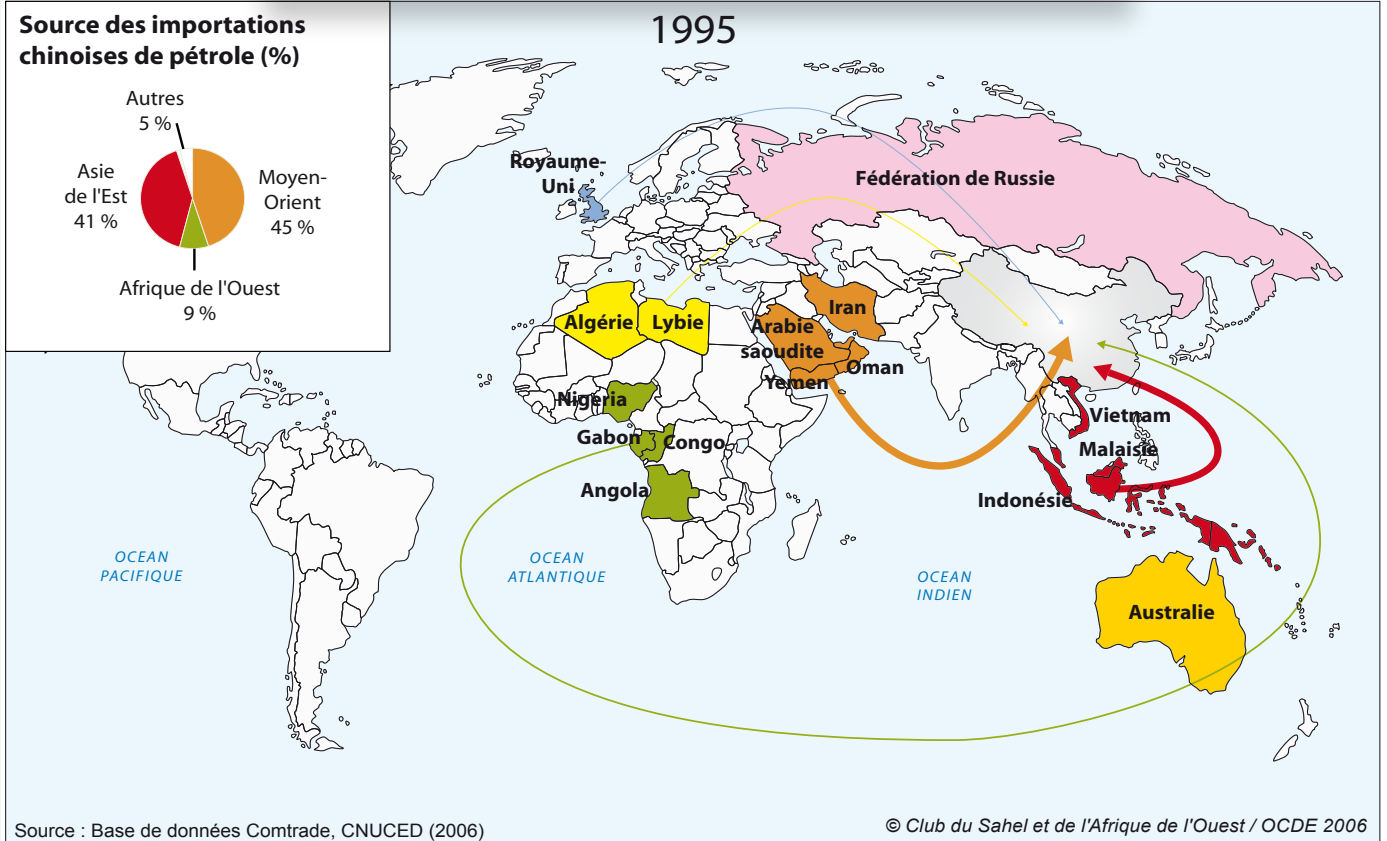
Entre 1998 et 2005, les importations chinoises de pétrole africain ont été multipliées par 9, passant de 100 000 à plus de 900 000 barils/jour. Cette croissance est particulièrement vigoureuse comparée à ses importations totales de brut qui n'ont été multipliées que par 3,5 au cours de la même période. 90 % de ces flux proviennent des pays d'Afrique subsaharienne, principalement de l'Angola, premier fournisseur africain de la Chine, pour 45 % de ses importations, puis du Soudan (18 %), de la République du Congo (14 %) et de la Guinée équatoriale (9 %).

19. Le barrage des Trois-Gorges est situé au cœur de la République populaire de Chine sur le Yangzi-Jiang.

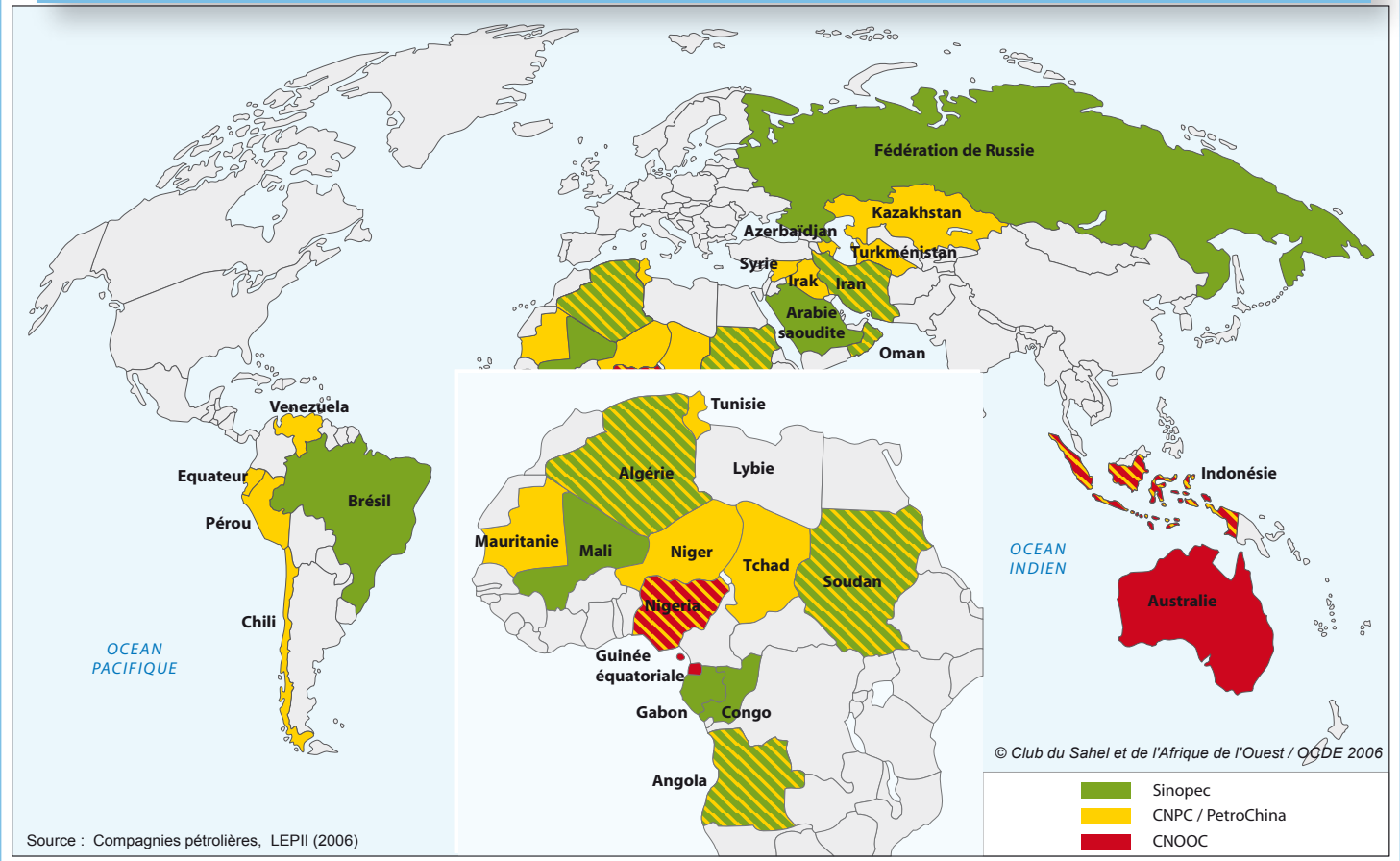
**Graphique 4. La dépendance pétrolière en Chine de 1990 à 2030**



Carte 5. Importations chinoises de pétrole en 1995 et en 2005

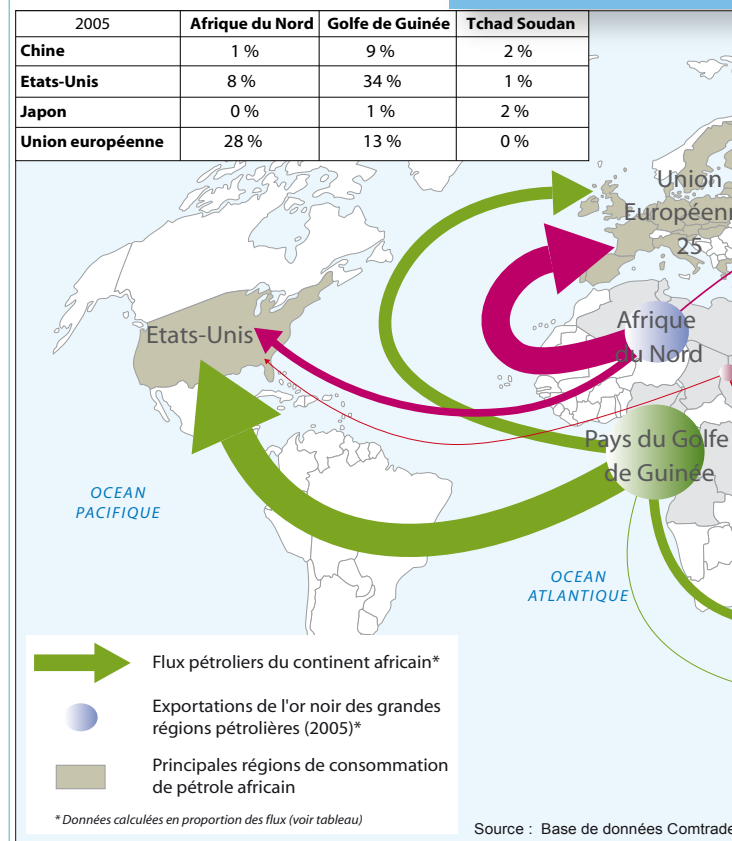


Carte 6. Principaux investissements des compagnies pétrolières chinoises dans le monde de 1995 à 2006



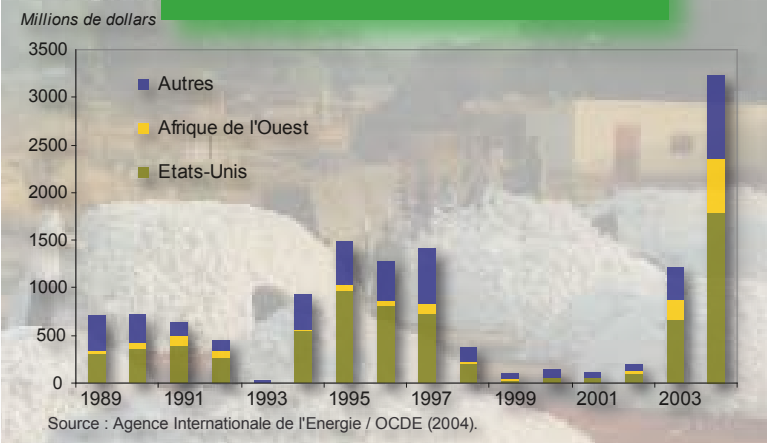
L'intensification des relations commerciales entre la Chine et les pays pétroliers subsahariens est le résultat d'investissements croissants de la part des compagnies pétrolières chinoises. Ces dernières sont aujourd'hui actives, à des degrés divers, au Soudan, en Angola, au Nigeria, en Algérie, au Gabon, en Mauritanie, au Niger ou au Mali (cf. carte 6), et elles pourraient le devenir au Tchad, en Libye ou en République centrafricaine. La CNPC (China National Petroleum Company) est l'entreprise qui compte le plus d'investissements sur le continent. Elle est présente dans 8 pays, avec une position stratégique au Soudan où elle est majoritaire dans les principaux champs pétrolifères du pays (Muglad et Melut). De son côté, le groupe SINOPEC (China Petroleum Corporation) a conclu des accords d'exploration et de production dans 6 pays africains (Algérie, Angola, Congo, Gabon, Mali et Soudan). Enfin, la CNOOC (China National Offshore Oil Corporation), reflétant l'ambition de la Chine pour l'exploitation offshore, est surtout visible dans le Golfe de Guinée. Cette compagnie vise l'extraction en eaux profondes qui s'avère rentable sur plus de 20 ans. Elle est entrée dans le champ pétrolifère d'Akpo Field récemment découvert au Nigeria. L'entreprise chinoise a investi 2,3 milliards de dollars pour acquérir 45 % du capital. En février 2006, elle a également signé un contrat d'exploration avec la Guinée équatoriale pour le bloc S en offshore (cf. carte 6).

Carte 7. Destination



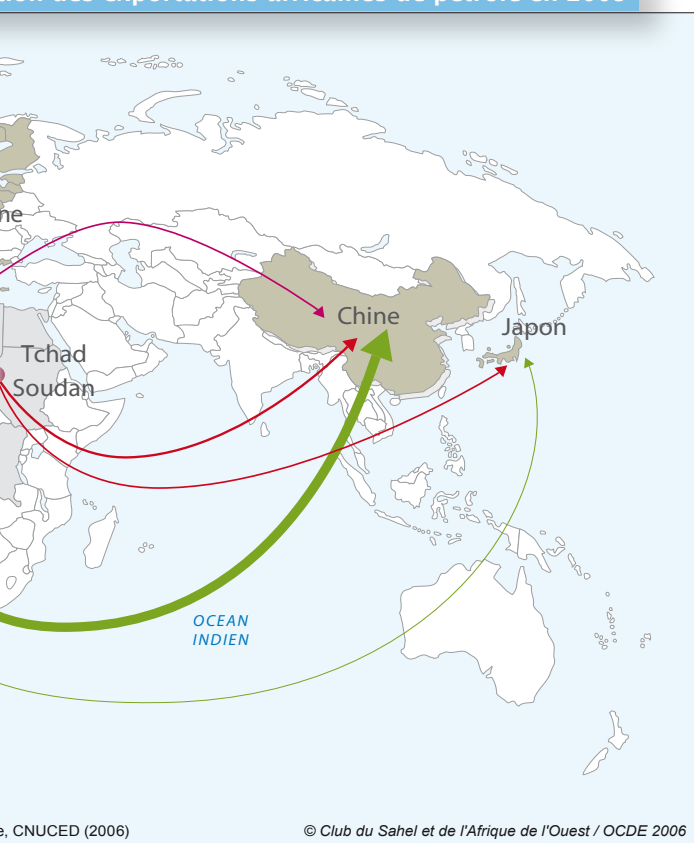


Graphique 5. Origine des importations chinoises de coton de 1989 à 2004



20. Pour plus d'informations à ce sujet, voir le chapitre coton de l'Atlas de l'Intégration Régionale en Afrique de l'Ouest.

#### Evolution des exportations africaines de pétrole en 2005



L'Afrique de l'Ouest n'est donc pas l'enjeu actuel majeur pour la Chine : les exportations ouest-africaines de pétrole ne s'élèvent qu'à 5 % des exportations africaines vers la Chine. Cependant, à long terme, l'Afrique de l'Ouest exerce déjà un attrait du fait des réserves au Nigeria, des récentes mises en exploitation en Mauritanie et au Tchad et des potentialités dans la bande sahélienne confinée entre le Tchad et la Mauritanie.

### Coton

Depuis la fin des années 1980, la Chine est très dépendante du coton américain : elle importe entre 40 % et 60 % de ses besoins annuels des Etats-Unis, et plus de 75 % des Etats-Unis, de l'Asie centrale, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Australie réunis. Le reste de ses importations est d'origine variée : Asie du Sud (notamment Pakistan), Amérique du

Sud (Brésil), Afrique, Moyen-Orient. L'Afrique de l'Ouest avait une place mineure puisqu'en 1994, seulement 2,2 % des importations chinoises de coton provenaient de la région ouest-africaine. Depuis 2002, c'est entre 15 et 20 % des importations chinoises de coton qui sont originaires des pays de l'Afrique de l'Ouest (cf. carte 8).

Les exportations de coton de l'Afrique de l'Ouest s'orientent naturellement vers les zones industrielles les plus dynamiques. Du point de vue ouest-africain, on estime qu'en 2004 près de la moitié du coton de la région était exportée en Chine (cf. graphique 5). En 2004, plus de 50 % du coton du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo était exporté vers ce pays. Par ailleurs, près d'un tiers du coton du Cameroun, du Mali et du Tchad était acheté par la Chine et seulement 10 % pour le coton sénégalais et nigérian.

Plus largement, 80 % de ce même coton était exporté vers le reste de l'Asie, notamment vers la Thaïlande, le Pakistan, le Bangladesh, l'Indonésie puis l'Inde. La demande chinoise et asiatique en général a donc contribué à réorganiser les flux de commerce de coton<sup>20</sup>. Au-delà de la réorganisation des flux internationaux, la demande chinoise a tiré les exportations ouest-africaines de coton à la hausse.

Au niveau régional, on estime qu'entre 2002 et 2004, les importations chinoises de coton ont contribué pour 41 % au taux de croissance des exportations agricoles de l'ensemble des pays producteurs. Plus largement, elles ont aussi contribué pour 2,5 % au taux de croissance des exportations totales et pour 1,1 % au taux de croissance économique des pays cotonniers. Au niveau des pays, les impacts macro-économiques les plus visibles sont au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Togo. En effet, les importations chinoises de coton ont contribué pour 7 % au taux de croissance économique de ces quatre pays.

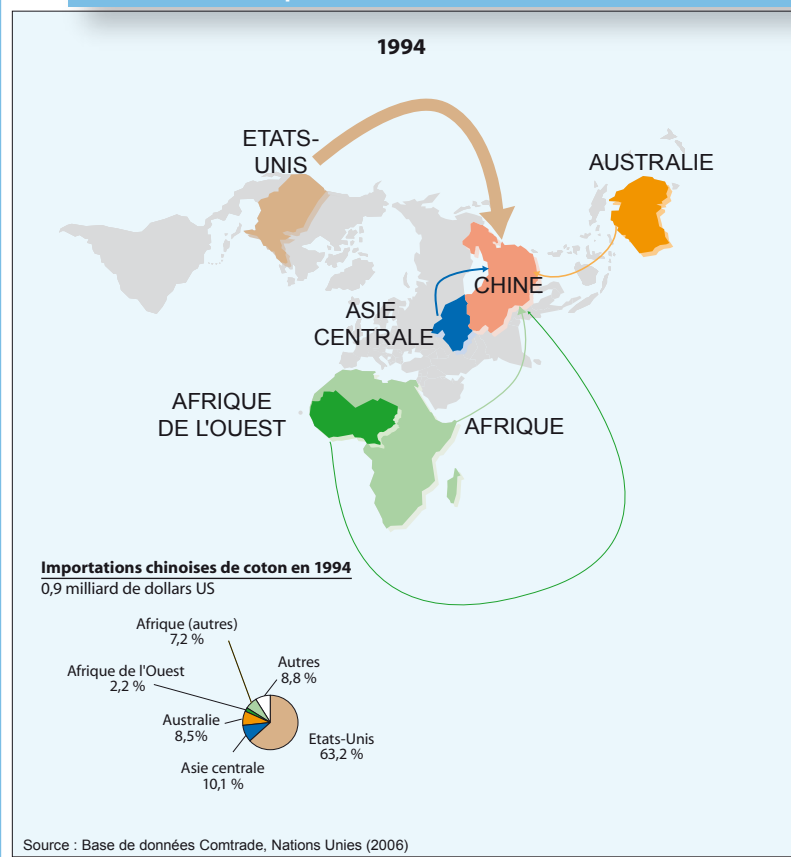
Selon les perspectives actuelles, la demande et les importations chinoises de coton devraient se maintenir à un niveau élevé d'ici à 2010. Du fait de son importance sur le marché international, la Chine joue un rôle fondamental dans la détermination du niveau des cours internationaux. La croissance des importations chinoises semblent avoir tiré les prix à la hausse à court terme depuis deux-trois ans. Cette situation sera-t-elle durable ? L'Afrique de l'Ouest bénéficiera-t-elle de cette nouvelle configuration ? Très récemment, Michel Fok soulignait que « *Le monde du coton est aujourd'hui très attentif à l'incidence de la Chine sur l'évolution des règlements auxquels les contrats de transaction sont adossés. Ce pays est en voie d'éditer ses propres règlements sans s'aligner totalement sur ceux de Liverpool. Sachant que c'est une destination importante du coton de l'Afrique de l'Ouest, les pays de cette région doivent manifester la plus grande vigilance sur cette évolution* »<sup>21</sup>.

L'autre enjeu est lié à la concurrence des exportations chinoises de textiles face au développement du secteur textile ouest-africain : *"Chinese textile exports have harmed industries in Lesotho, Swaziland, Ghana, Uganda, Kenya, South Africa, and Morocco. Since the surge in Chinese textile imports began in 2003, South Africa lost 55,000 jobs in the industry by the end of 2005. More than ten clothing factories closed in Swaziland, forcing 12,000 employees out of work. There were another 13,000 job losses in Lesotho. Low-cost Chinese textile and other consumer imports also devastated consumer product industries in several Nigerian cities"*<sup>22</sup>.

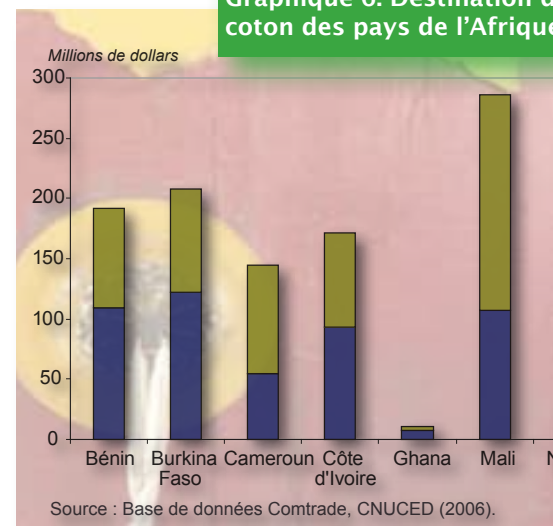
Mais il semble important de relativiser cet impact. En Afrique de l'Ouest, les importations de textile proviennent d'autres régions du monde, sans compter le marché des fripes venant de l'Union européenne. Et, aussi paradoxal que cela puisse paraître, on peut recenser un certain nombre d'opérateurs économiques chinois qui ont investi dans le secteur industriel textile africain. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, sur les quatre industries textiles en activité au Ghana, deux appartiennent à des groupes chinois. De même, au Bénin, sur les trois industries aujourd'hui en fonctionnement, deux sont financées par des sociétés chinoises. Cela ne présage-t-il pas d'une tendance qui pourrait se confirmer à l'avenir ?

Dans tous les cas, les négociations entre la Chine et les pays africains seront importantes pour l'avenir des filières cotonnières et du secteur textile ouest-africain. Le forum sur la coopération Chine/Afrique pourrait être le lieu de ces concertations. Récemment, la Chine a promis d'appuyer la filière coton-textile ouest-africaine grâce à des transferts de technologies afin « d'aider ces pays à augmenter le volume de leur production de coton et à développer leur industrie du coton ». Dans ce cadre, la Chine « ouvrira des usines de confection et des centres de traitement du textile dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest »<sup>23</sup>.

Carte 8. Importations chinoises de coton en 1994 et

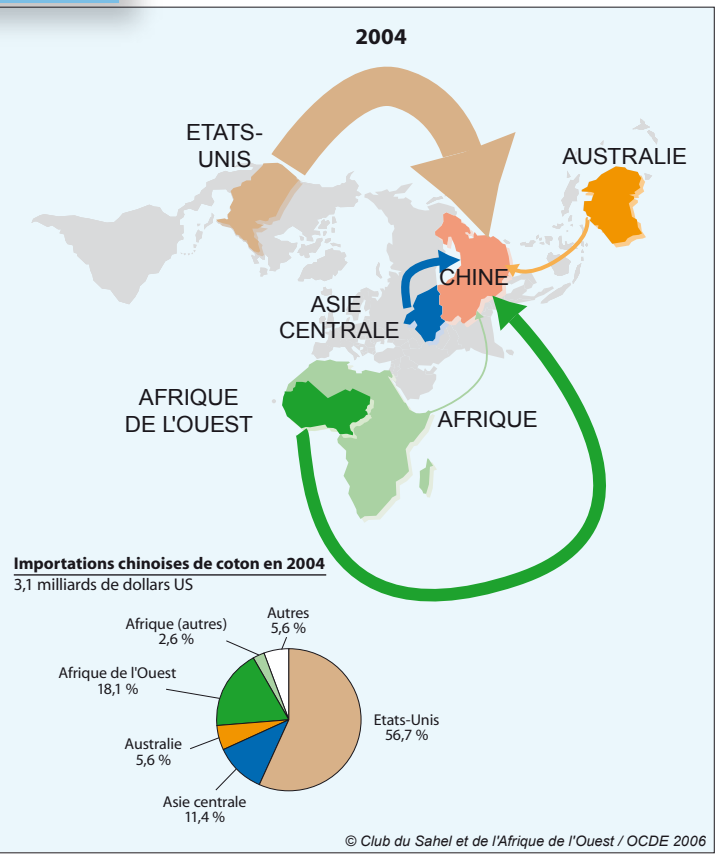


Graphique 6. Destination du coton des pays de l'Afrique

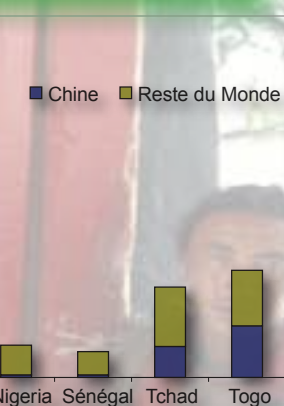


21. Fok, Michel (2005) : *Coton africain et marché mondial : une distorsion peut en cacher une autre plus importante.*
22. Shinn, David H. (2006): *Africa and China's Global Activism*, p. 3.
23. AllAfrica.com : *Afrique de l'Ouest : Coton, la Chine promet son appui à l'Afrique de l'ouest*, 8 novembre 2006.

en 2004



es exportations de  
e de l'Ouest en 2004



Cet épisode est-il le signe précurseur d'une évolution de la stratégie chinoise en Afrique ?

#### IV. Les questions d'avenir

Les enjeux pétroliers et cotonniers resteront au cœur des relations sino-africaines dans les prochaines décennies ; ils n'occuperont cependant pas à eux seuls la « totalité du paysage ». On pressent déjà en particulier une tension sur le marché mondial de l'acier et de l'aluminium (bauxite).

Plus globalement, le continent africain restera sans aucun doute un marché attractif et en croissance constante (ne serait-ce que du simple point de vue démographique) pour les productions manufacturées chinoises. Le risque d'un « envahissement » croissant des importations concurrençant ou empêchant le développement de l'industrie locale est donc à prendre en compte. En contrepoint, deux facteurs pourraient inciter les investisseurs chinois à financer l'industrie ouest-africaine. D'une part, l'augmentation des coûts du transport maritime devrait progressivement favoriser la création d'unités de première transformation des minerais en particulier (fer, bauxite). D'autre part, la perspective des Accords de Partenariat Économiques (APE) entre les régions africaines et l'Union Européenne devrait inciter les industriels chinois (mais également indiens, brésiliens,...) à produire à l'intérieur de ces

régions afin d'avoir accès au marché européen. L'espace CEDEAO est de ce point de vue particulièrement bien placé car il réunit trois avantages : sa proximité géographique avec l'Europe, la disponibilité de matières premières (coton, fer, bauxite...) et une main-d'œuvre disponible, abondante et moins coûteuse qu'en Afrique du Nord par exemple. Si cette hypothèse se vérifie, il est probable que les pays à monnaie non convertible (Ghana, Nigeria...) seront plus attractifs que les pays de la zone franc/euro où les coûts de production sont beaucoup plus élevés. Les considérations politiques et géostratégiques continueront sans doute de peser et compenseront probablement en partie ce biais. Quoi qu'il en soit, beaucoup de dirigeants africains voient l'irruption chinoise sur leur continent comme une chance économique –« Et si le développement venait de l'orient » –, doublée d'une opportunité politique –« Si l'Afrique devient un enjeu stratégique, elle pourrait passer de l'ère de la soumission à celle de la négociation ».

### Bibliographie

- Adie, W.A.C (1964) *Chinese Policy toward Africa*. The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, Stockholm, pp. 43-63.
- Aicardi de Saint Paul, Marc (2004) *La Chine et l'Afrique. Entre engagement et intérêt*. Géopolitique Africaine.
- Airault, Pascal (2006) *Ils ont choisi l'Afrique*. Jeune Afrique, 12 novembre 2006. <http://www.jeuneafrique.com>
- Ansprenger, Franz (1964) *Communism in tropical Africa*. The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, Stockholm, pp. 75-100.
- Balcie, Jean-Marc (2005) *La présence chinoise en Afrique*. Dans les entreprises françaises et l'Afrique, 17<sup>ème</sup> rapport, 2006, Conseil français des investisseurs en Afrique. Le MOCI, Paris, France.



- Bhinda, Nils et al** (1999) *Private capital flows to Africa: perception and reality*. FONDAD, December 1999, The Hague. Part I (30 p.), part II (60 p.). <http://www.fondad.org/publications/flowstoAfrica.htm>
- Braud, Pierre-Antoine** (2005) *La Chine en Afrique : anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise*. Analysis, 7 p. <http://www.iss-eu.org/new/analysis/analy124.pdf>
- Cerems** (2006) *La Chine à la conquête du continent noir*. Cerems, Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale, 9 p. [http://www.ihedn.fr/portail/cerems/cerems\\_articles\\_0601\\_Chine.pdf](http://www.ihedn.fr/portail/cerems/cerems_articles_0601_Chine.pdf)
- Chung-Lian, Jiang** (2003) *Pékin et Taïpeh : les enjeux africains*. Géopolitique Africaine. <http://www.african-geopolitics.org>
- Chung-Lian, Jiang** (2004) *Le pétrole, nouvelle dimension des relations sino-africaines*. Géopolitique Africaine. <http://www.african-geopolitics.org>
- Fang, Cheng ; Babcock, Bruce A.** (2003) *China's cotton policy and the impact of China's WTO accession and Bt cotton adoption on the Chinese and U.S. cotton sectors*. Working paper 03-WP-322, January 2003, Center for agricultural and rural development, Iowa State University, Iowa.
- Favennec, Jean-Pierre ; Copinschi, Philippe** (2003) *Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique*. Dans *Politique Africaine* n°89, mars 2003, Paris, pp. 127-148.
- Fok, Michel** (2005) *Coton africain et marché mondial : une distorsion peut en cacher une autre plus importante*. Colloque Agence universitaire de la francophonie. Filières d'exportation de produits agricoles du Sud : réformes institutionnelles, négociations internationales et impacts socio-démographiques, 6 et 7 avril 2005, Bamako.
- Goldstein, Andrea ; Pinard, Nicolas ; Reisen, Helmut & Chen, Xiaobao** (2006) *The Rise of China and India - What's in it for Africa?* Centre de développement, OCDE.
- Gravereau, Jacques** (2005) *Les nouveaux visages de la Chine*. Dans *Enjeux diplomatiques et stratégiques*, Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques. Economica, Paris, France.
- Igue, John** (à paraître) *Impact de la Chine et de l'Inde sur les économies africaines : Cas du Bénin, du Burkina Faso et du Ghana*. Centre de Développement, OCDE, Paris.
- Jenkins, Rhys ; Edwards, Chris** (2006) *The economic impacts of China and India on sub-Saharan Africa: trends and prospects*. *Journal of Asian Economics* 17, 2006, pp. 207-225.
- Lafargue, François** (2005) *La Chine, une puissance africaine*. *Perspectives chinoises* n°90, juillet-août 2005, pp. 19-30.
- Lafargue, François** (2006) *Etats-Unis, Inde, Chine : la compétition pour le pétrole africain*. *Monde Chinois* n°6, hiver 2005/06, pp. 19-31.
- Locatelli, Catherine ; Martin-Amouroux, Jean-Marie** (2005) *L'intégration internationale des industries chinoises de l'énergie et ses conséquences géopolitiques*. Communication présentée au 5<sup>ème</sup> colloque international sur l'économie chinoise, Clermont-Ferrand, 20-21 octobre 2005, 21 p. [http://www.cerdi.org/Colloque/CHINE2005/papier/Martin-Amouroux\\_6.pdf](http://www.cerdi.org/Colloque/CHINE2005/papier/Martin-Amouroux_6.pdf)
- Lowenthal, Richard** (1964) *The Sino-Soviet Split Repercussions in Africa*. The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, Stockholm, pp. 131-145.
- Ma Mung, Emmanuel** (2006) *Deux migrations : l'une ouvrière, l'autre commerçante*. Dossier emploi, dans *Libération*, 15 mai 2006.
- Müller, Kurt** (1964) *Soviet and Chinese Programmes of Technical Aid to African Countries*. The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, Stockholm, pp. 101-130.
- OECD** (2004) *World Energy Outlook 2004*. International Energy Agency, OECD, Paris, 578 p.
- Order, Christian** (1965) *Red China in Africa*. The American-African Affairs Association, New-York, 16 p.
- Sautman, Bary V.** (2006) *Friends and Interests: China's Distinctive Links with Africa*. Centre on China's Transnational Relation, Working Paper No. 12, The Hong-Kong University of Science and Technology, 40 p.
- Servant, Jean-Christophe** (2003) *Offensive sur l'or noir africain*. *Le Monde diplomatique*, janvier 2003.
- Shinn, David H.** (2006) *Africa and China's Global Activism*. Elliott School of International Affairs, The George Washington University, Paper presented at the National Defense University Pacific Symposium China's Global Activism: Implications for U.S. Security Interests, National Defense University, June 20, 2006, 8 p.
- Snow, Philip** (1988) *The star raft: China's encounter with Africa*. 1st American Ed., 250 p.
- UNCTAD** (2003) *China: an emerging FDI outward investor*. E-Brief, 4 December 2003, 10 p. [http://www.unctad.org/sections/dite\\_fdstat/docs/china\\_ebrief\\_en.pdf](http://www.unctad.org/sections/dite_fdstat/docs/china_ebrief_en.pdf)
- Zhang Hongming** (2000) *La politique africaine de la Chine*. Institut d'Études sur l'Asie occidentale et l'Afrique, Académie des Sciences Sociales de Chine.
- Zweig, David ; Bi, Jianhai** (2005) *China's Global Hunt for Energy*. In *Foreign Affairs*, September/October 2005.

## Sites Internet

- |  |   |
|--|---|
| <b>Africa Energy, Cross border information</b>                           | <a href="http://www.africa-energy.com">http://www.africa-energy.com</a>   |
| <b>Agence Internationale de l'Énergie (OCDE)</b>                         | <a href="http://www.iea.org">http://www.iea.org</a>   |
| <b>Beijing Review</b>  | <a href="http://www.china.org.cn/Beijing-Review/Beijing/BeijingReview">http://www.china.org.cn/Beijing-Review/Beijing/BeijingReview</a> |
| <b>Centre d'études français sur la Chine contemporaine</b>               | <a href="http://www.cefc.com.hk">http://www.cefc.com.hk</a>   |
| <b>Centre de Développement (OCDE)</b>                                    | <a href="http://www.oecd.org/dev-fr">http://www.oecd.org/dev-fr</a>   |
| <b>Centre d'informations des Nations-Unies</b>                           | <a href="http://www.un.org/apps/news/">http://www.un.org/apps/news/</a>   |
| <b>Chinafrique</b>   | <a href="http://www.chinafrique.com">http://www.chinafrique.com</a>   |
| <b>China Internet Information Center</b>                                 | <a href="http://french.china.org.cn/french">http://french.china.org.cn/french</a>   |
| <b>China National Petroleum Company (CNPC)</b>                           | <a href="http://www.cnpc.com.cn">http://www.cnpc.com.cn</a>   |
| <b>CNOOC Limited</b>   | <a href="http://www.cnoocld.com">http://www.cnoocld.com</a>   |
| <b>Forum sur la coopération sino-africaine</b>                           | <a href="http://www.focac.org/fra">http://www.focac.org/fra</a>   |
| <b>Géopolitique africaine</b>  | <a href="http://www.african-geopolitics.org/home_french.htm">http://www.african-geopolitics.org/home_french.htm</a>                     |
| <b>LEPII, Département énergie et politiques de l'environnement</b>       | <a href="http://web.upmf-grenoble.fr/iepe">http://web.upmf-grenoble.fr/iepe</a>   |
| <b>Ministère chinois des affaires étrangères. Département Afrique</b>    | <a href="http://www.fmprc.gov.cn/fra/gjhdq/fz/default.htm">http://www.fmprc.gov.cn/fra/gjhdq/fz/default.htm</a>                         |
| <b>The Jamestown Foundation</b>  | <a href="http://www.jamestown.org">http://www.jamestown.org</a>   |
| <b>UN office for the coordination of humanitarian affairs, Irin News</b> | <a href="http://www.irinnews.org">http://www.irinnews.org</a>   |

Chapitre réalisé par Christophe Perret sous la direction de Laurent Bossard  
Cartes : Christophe Perret

Assistante : Sylvie Letassez, graphisme : Marie Moncet

Photos : Banque mondiale : Curt, Carnemark. UNESCO : Burke, Niamh ; Roni, Amelan ; Roger, Dominique ; Marc Romanelli. Abdoulaye Wade. AFP. *Le Quotidien du Peuple* en ligne.

